

PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LE DÉPARTEMENT ET LES COMMUNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marseille, le

30 DEC. 1983

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par: Mlle NOGRENI

N° 72-1983 A

Monsieur le Directeur de la
Société "Location Travaux
Réparation"
10, Rue Charles Tellier

13014 MARSEILLE

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, un
exemplaire de l'arrêté préfectoral n° 72-1983 A du 22 DEC. 1983
imposant des prescriptions au centre de transit de
déchets industriels que vous exploitez à Marseille (14ème),
10, Rue Charles Tellier.

Vous trouverez également ci-joint un extrait de
l'arrêté susvisé qui devra rester affiché en permanence
de façon visible dans l'établissement conformément aux
dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du
21 Septembre 1977.

J'ajoute que cet extrait sera inséré dans "Le
Provençal" et "Le Méridional", et que la facture vous
sera adressée pour règlement.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance
de ma considération distinguée.

Pour le Préfet
Commissaire de la République
Le Directeur
des Relations avec le Département
et les Communes


Gérard GRAND

PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LE DÉPARTEMENT ET LES COMMUNES

Marseille, le

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par :

Mlle Vouréni /

A R R E T E

72-1983-A

imposant des prescriptions à la Société
"LOCATION TRAVAUX REPARATION" à Marseille (14e).

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
ET DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977;

VU la déclaration en date du 25 novembre 1980, formulée
par la Société "LOCATION TRAVAUX REPARATION" conformément à
l'article 36 du décret susvisé, concernant l'exploitation
d'un centre de transit de déchets industriels à Marseille (14e),
10, rue Charles Tellier;

VU le rapport du Directeur régional de l'Industrie
et de la Recherche en date du 21 septembre 1983;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en
date du 19 octobre 1983;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'adopter les conclusions
du rapporteur et d'imposer à l'exploitant des prescriptions
visant notamment à réduire les nuisances (pollution des eaux,
de l'air, bruits, risque d'incendie);

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfec-
ture des Bouches-du-Rhône,

...

A r r ê t é :

ARTICLE 1er

La Société "LOCATION-TRAVAUX-REPARATION", qui exploite un centre de transit de déchets industriels au 10, rue Charles TELLIER, dans le 14ème arrondissement de MARSEILLE, devra se conformer aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2

L'exploitation du centre est autorisée pour l'activité classée suivante :

- 167 A : Station de transit de déchets industriels.

La capacité de stockage s'élevant à 45 m3 répartis ainsi :

- 1 réservoir de 10 m3 destiné aux bains acides,
- 1 réservoir de 10 m3 destiné aux bains alcalins,
- 1 réservoir de 10 m3, pour les huiles usées,**
- une aire aménagée en cuvette de rétention destinée au stockage maximum de 15 m3 de déchets en fûts de 200 l. essentiellement.

ARTICLE 3

Toute modification apportée aux installations ou à leur mode d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable de la situation décrite ci-avant, devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

** non visées par la réglementation du 21/11/1979.

En particulier, le centre de transit ne peut stocker que les types suivants de déchets :

- . bains acides ou alcalins de traitements de surface,
- . huiles usagées, (non visées par la réglementation du 21/11/1979)
- . eaux hydrocarburées,
- . solvants usés,
- . boues de peinture.

ARTICLE 4 Exploitation du centre

4.1/ L'exploitant devra être en mesure de fournir, à tout moment, à l'Inspecteur des Installations Classées les informations suivantes concernant les produits stockés dans le centre :

- le producteur,
- la nature et la quantité,
- le transporteur,
- les lieux vers lesquels ils seront évacués pour traitement,
- le moyen qui sera utilisé pour leur traitement (destruction ou valorisation),
- la société qui sera chargée de cette destruction ou de cette valorisation.

Chacun des fûts et réservoirs présents dans la station de transit devra porter explicitement les indications concernant la nature du déchet et le producteur.

4.2/ Pour satisfaire aux prescriptions de l'article 4 - 1 - 1er alinéa ci-dessus, l'exploitant sera tenu de noter sur un registre spécialement ouvert à cet effet et pour chaque résidu transitant par le centre :

- le numéro d'ordre d'entrée du produit dans le centre,
- la date de réception sur le centre,
- le producteur, raison sociale et adresse,
- sa nature,
- son volume ou tonnage,
- l'identification du transporteur qui a acheminé le produit entre le lieu de production et le centre de transit,
- la date à laquelle le produit est repris par le centre de traitement (destruction ou valorisation),
- l'identification du transporteur qui a acheminé le produit entre le centre et le lieu de traitement,
- l'identification de l'entreprise qui a traité le produit,
- le moyen appliqué pour le traitement du produit.

Il adressera à l'Inspecteur des Installations Classées un bilan mensuel récapitulatif de la nature et des quantités de déchets collectés avec indication de leur origine et de leur destination ultérieure à des fins de traitement.

4.3/ L'exploitant devra, pour chaque produit transitant sur le site, disposer d'un bon/ établi par l'établissement chargé de la destruction ou de la valorisation.

4.4/ L'exploitant devra déterminer, en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, les entreprises chargées du traitement des résidus transitant dans le centre ; elles seront régulièrement autorisées à cet effet.

4.5/ En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clé en dehors des heures d'exploitation.

ARTICLE 5 Prévention de la pollution des eaux

5.1/ Toutes les précautions devront être prises pour protéger, au moyen d'enduits appropriés, les réservoirs contre toute cause de corrosion.

5.2/ Les réservoirs de stockage des déchets devront être installés dans des cuvettes de rétention étanches dont le volume devra être au moins égal à celui du plus grand des réservoirs qu'elles contiennent et à la moitié de la capacité globale des réservoirs contenus.

5.3/ Les cuvettes de rétention ne devront posséder aucune communication avec le réseau d'égout et le pluvial.

Les produits qui pourraient accidentellement être répandus dans les cuvettes devront être pompés et stockés en vue de leur élimination par un centre régulièrement autorisé au titre de la réglementation sur les Installations Classées.

5.4/ L'aire de stockage des fûts métalliques contenant des déchets devra former une cuvette de rétention étanche. Sa pente devra permettre de récupérer en un point bas les déchets accidentellement répandus sur cette aire.

Les produits récupérés devront être éliminés comme indiqué à l'article 5.3.

5.5/ L'aire visée au § 5.4 et les cuvettes de rétention devront être revêtues d'un produit anti-acide. S'il s'agit d'une simple peinture, celle-ci devra être régulièrement entretenue.

5.6/ Les eaux pluviales ou les produits qui pourraient accidentellement être répandus sur l'aire de dépotage et de chargement des déchets devront être pompés et stockés en vue de leur élimination. Le tout devra être éliminé comme indiqué à l'article 5.3.

5.7/ Une consigne fixera les dispositions qui doivent être prises avant chaque dépotage de manière à s'assurer que le volume à dépoter peut, sans risque de débordement, être stocké dans le réservoir choisi pour le recevoir. A cet égard, chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

ARTICLE 6 Prévention de la pollution de l'air

6.1/ Le brûlage de déchets est strictement interdit.

ARTICLE 7 Prévention de la pollution par le bruit

7.1/ Les prescriptions de l'Instruction Ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit provenant des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

7.2/ Les véhicules et engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

7.3/ L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc.....) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'événements graves ou d'accidents.

ARTICLE 8 Protection contre l'incendie

8.1/ Les cuvettes de rétention et les abords des réservoirs de stockage devront être maintenus en bon état de propreté.

8.2/ Des consignes générales d'incendie devront être établies et affichées dans l'établissement.

8.3/ Les moyens de défense contre l'incendie seront constitués au moins par :

- 3 extincteurs à poudre de 10 kg
- 1 extincteur à poudre et sur roues de 50 k.

- du sable meuble et pelle de projection en quantité suffisante pour répandre ce sable sur les fuites et écoulements éventuels.

Ces moyens d'intervention devront être visibles et accessibles en toutes circonstances. Des panneaux apparents rappelleront l'interdiction de fumer.

ARTICLE 9

L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 10

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'administration jugerait ultérieurement nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 11

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, l'autorisation d'exploiter pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 12

Le présent arrêté ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution; un extrait de cet arrêté devra être affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement.

ARTICLE 13

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 14

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Maire de Marseille, le Directeur régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations classées, l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Marseille, le 22 DEC. 1983

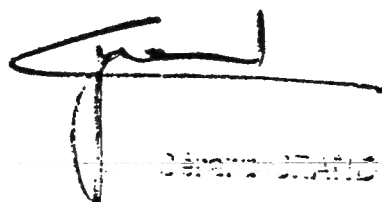
Destinataires :

- 1. le Maire de Marseille
"aux fins utiles"
- 1. le Directeur départemental
du Travail et de l'Emploi des
Bouches-du-Rhône
- 1. l'Inspecteur départemental
des Services d'Incendie et de Secours
- 1. le Directeur départemental
de l'Agriculture des B.D.R.
- 1. le Directeur départemental de l'Action
Sanitaire et Sociale des E.D.R.
- 1. le Directeur départemental de l'Équipement
des B.D.R.

Pour le Préfet
Commissaire de la République
Le Secrétaire Général,

Michel BESSÉ

POUR COPIE CONFORME,
LE DIRECTEUR


DÉCRET N° 77-1133

PREFECTURE

DES BOUCHES-DU-RHONE

N° 72-1983 A

INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A AUTORISATION

SOCIETE "LOCATION TRAVAUX REPARATION"

Par arrêté du Préfet Commissaire de la République
en date du **22 DEC. 1983** des prescriptions
ont été imposées à la Société "Location, travaux, Répara-
tion" qui exploite un centre de transit de déchets indus-
triels à Marseille (14ème), 10, Rue Charles Tellier.

Les prescriptions incluses dans l'arrêté susvisé
pourront être consultées à la Mairie de Marseille.

MARSEILLE, le

30 DEC. 1983

Par le Préfet
Commissaire de la République
des Bouches-du-Rhône
et de la Corse

COPIE